

La lutte contre la fraude fiscale et sociale ne devrait pas exonérer l'État de se réformer

Article rédigé par *Atlantico*, le 27 avril 2023

Source [Atlantico] : Un État qui touche à tout et à tous est un État qui attire les fraudeurs... Un plan de lutte contre la fraude fiscale et sociale est évidemment indispensable mais elle n'empêchera pas l'État de s'interroger sur son fonctionnement.

Gabriel Attal et Bruno Le Maire ont annoncé chacun à leur manière la présentation prochaine d'un plan de lutte contre la fraude fiscale et sociale en France avec « des mesures fortes ». Les ministres de Bercy ont évidemment raison... mais ils ne sont pas dupes. Ils savent que la guerre contre les fraudeurs ne sera gagnée que lorsque les occasions de frauder seront éradiquées. L'État peut toujours annoncer de doubler les effectifs d'enquêteurs, il ne règlera pas pour autant le problème.

Bruno Le Maire le sait mieux que quiconque. La fraude existe parce que les complexités de l'administration et la lourdeur des prélèvements font que beaucoup ont intérêt à frauder. Mais comment alléger l'État omni présent. La fraude existe aussi parce que les pays européens ne sont pas tous sur la même longueur d'onde fiscale.

Les montants de la fraude sont très difficiles à évaluer. A priori, la fraude fiscale est très largement supérieure à la fraude sociale. Selon les services fiscaux et la Cour des comptes, Bercy détecte chaque année en moyenne 15 milliards d'euros de fraude fiscale et sociale. Mais la réalité estimée de cette fraude atteint 80 ou 100 milliards d'euros. Triste aveu d'impuissance.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

27/04/2023 01:00